

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2008/200839]

14 FEVRIER 2008. — Circulaire relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions

A Madame et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs les Membres des Collèges communaux et provinciaux,
A Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux et provinciaux,
A Mesdames et Messieurs les greffiers provinciaux,
A Mesdames et Messieurs les Secrétaires communaux,
A Mesdames et Messieurs les Receveurs communaux et provinciaux,
Mesdames,
Messieurs,

Les pouvoirs locaux soutiennent fortement des activités économiques, sociales ou culturelles sous la forme de subventions. Il est donc essentiel que ces subventions soient utilisées par les bénéficiaires en vue de réaliser effectivement le but pour lequel elles ont été accordées.

C'est l'objectif que s'est fixé la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par les communes et les provinces à présent reprise aux articles L3331-1 et suivants du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Cette loi, repose sur les principes suivants :

1. Sont concernés :

° les dispensateurs, c'est-à-dire les provinces, communes, intercommunales, associations de projet, régies communales autonomes et régies provinciales autonomes;

° les bénéficiaires, c'est-à-dire les personnes physiques ou morales subventionnées directement ou indirectement par l'un des dispensateurs visés.

2. La notion de subvention doit être entendue dans un sens général.

3. Les bénéficiaires se voient imposer des obligations :

a) utiliser la subvention aux fins pour laquelle elle est octroyée et justifier de son emploi;

b) pour les personnes morales, transmettre au dispensateur, leurs bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière;

c) pour ces mêmes personnes morales, lors de la demande de subvention, joindre ces mêmes documents comptables.

4. Les dispensateurs se voient imposer une obligation et reconnaître un droit :

a) l'obligation de formaliser l'octroi de subvention dans une délibération qui en précise la nature, l'étendue, les conditions d'utilisations et les justifications;

b) le droit de vérifier sur place l'utilisation qui est faite de la subvention.

5. La loi prévoit des sanctions en cas de non-respect des obligations prévues : la restitution des subsides reçus et le sursis à l'octroi de nouvelles subventions.

6. Le champ d'application de la loi répond à un système souple, afin que les subventions de faible importance ne tombent pas systématiquement dans le champ d'application de la loi.

Afin de répondre à une série d'interrogations récentes sur l'application de cette loi, je propose à travers cette circulaire de commenter le texte et d'apporter quelques réponses permettant aux bénéficiaires de répondre à leurs obligations et aux dispensateurs d'organiser au mieux les processus d'octroi et de contrôle des subsides.

1. Champ d'application

a. Dispensateurs et bénéficiaires

Art. L3331-1. Le présent titre s'applique à toute subvention accordée par :

1° les provinces, les communes, les établissements d'intérêt provincial ou communal dotés de la personnalité juridique, les agglomérations, les fédérations de communes, les commissions de la culture, les associations de provinces et les associations de communes;

2° les personnes morales ou physiques subventionnées directement ou indirectement par l'un des dispensateurs visés au 1°.

A noter que les bénéficiaires visés sont ceux ayant bénéficié directement d'une subvention mais également indirectement, c'est-à-dire le cas d'une personne morale ou physique subsidiée par un tiers subsidié.

b. Subventions

Art. L3331-2. Par subvention, il y a lieu d'entendre, au sens du présent titre, toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général, à l'exclusion toutefois des prix décernés aux savants et aux artistes pour leurs œuvres.

Cet article vise :

- * des subventions directes;
- * des subventions indirectes, par exemple :
- * mise à disposition d'un local (estimation de la valeur sur la base du revenu cadastral ou par référence à d'autres locaux similaires);
- * mise à disposition de matériel (estimation par référence à la valeur locative du bien);
- * mise à disposition de personnel (estimation par règle de trois des prestations effectuées). Je vous rappelle à ce sujet la circulaire du 8 novembre 2007 que j'ai cosignée avec le Ministre Jean-Claude Marcourt concernant l'interdiction de principe quant à la mise de travailleurs à disposition d'utilisateurs dans le cadre des aides régionales à l'emploi;
- * garantie d'emprunt (subvention potentielle qui ne le deviendra que si la garantie est actionnée).

Ne sont pas visés par cette disposition, notamment :

- * les dotations obligatoires : en particulier, au profit des C.P.A.S., des zones de police, des fabriques d'église, des services régionaux d'incendie, des intercommunales (Article L3331-5. § 3);
- * les avances de fonds (sur dotation) octroyées aux C.P.A.S. et aux zones de police;
- * les cotisations (UVCW, APW, Fédération des C.P.A.S., ...).

1.

2. Obligations des bénéficiaires

a. Obligation générale

Art. L3331-3. Tout bénéficiaire d'une subvention accordée par l'un des dispensateurs visés à l'article L3331-1 doit l'utiliser aux fins pour lesquelles elle a été octroyée et, à moins d'en être dispensé par un décret ou en vertu de celui-ci, doit justifier son emploi.

b. Obligations spécifiques

Art. L3331-5. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article L3331-4, toute personne morale qui a bénéficié, même indirectement, d'une subvention d'un des dispensateurs visés à l'article L3331-1, 1^o, doit, chaque année, transmettre au dispensateur ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

§ 2. Toute personne morale qui demande une subvention à l'un des dispensateurs visés à l'article L3331-1, 1^o, doit joindre à sa demande ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

Lors de la demande de subvention pour l'exercice n, il y a lieu de joindre à la demande :

- * les bilan et comptes de l'exercice n-1 (ou de l'exercice le plus récent);
- * un rapport de gestion et de situation financière (budget ou projet de budget de l'exercice n ou document équivalent).

Après avoir bénéficié d'une subvention pour l'exercice n, il y a lieu de transmettre au dispensateur les bilan et comptes de l'exercice n ainsi qu'un rapport de gestion de situation financière relatif à ce même exercice.

Art. L3331-9. Le présent titre n'est pas applicable aux subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 euros accordées par les dispensateurs visés à l'article L3331-1, 1^o, sauf à eux le droit d'imposer aux bénéficiaires de ces subventions tout ou partie des obligations prévues par le présent titre, sans préjudice des obligations résultant des dispositions des articles L3331-3 et L3331-7, alinéa 1, 1^o, qui s'imposent en tout cas.

Pour les subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 euros et 24.789,35 euros, les dispensateurs visés à l'article L3331-1, 1^o, peuvent exonérer le bénéficiaire de tout ou partie des obligations prévues par le présent titre, sans que ce dernier puisse cependant être dispensé des obligations résultant des dispositions des articles L3331-3 et L3331-7, alinéa 1^{er}, 1^o.

Pour les subventions de minime importance, la pertinence du contrôle et plus particulièrement de l'obligation pour le bénéficiaire de transmettre des comptes et bilan n'est pas démontrée. Ainsi, l'article qui suit vise à assouplir l'ensemble des dispositions légales dans un souci de simplification administrative.

La notion de minime importance étant relative et pouvant varier en fonction de l'importance et des moyens financiers du dispensateur et du bénéficiaire, la loi laisse au dispensateur la faculté d'assouplir ou non les obligations imposées aux bénéficiaires de subventions inférieures à 24.789,35 euros.

En d'autres termes :

- * les bénéficiaires de subventions inférieures à 1.239,47 € sont, a priori, exonérés de l'obligation de fournir comptes, bilan ou budget lors de la demande sauf si le Conseil en décide autrement;
- * pour les subventions entre 1.239,47 € et 24.789,35 €, les obligations de fournir des documents comptables et financiers s'appliquent, sauf au Conseil, par une délibération, d'en exonérer le bénéficiaire en tout ou partie;
- * pour les subventions supérieures à 24.789,35 €, les bénéficiaires doivent sans restriction joindre à leur demande et transmettre a posteriori les documents comptables et financiers utiles afin permettre un contrôle de l'emploi des subventions accordées.

1. Obligation et droit des dispensateurs

Les dispensateurs se voient imposer une obligation et reconnaître un droit :

a. L'obligation de formaliser l'octroi de subvention dans une délibération qui en précise la nature, l'étendue, les conditions d'utilisations et les justifications

Art. L3331-4. Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision qui attribue une subvention doit en préciser la nature, l'étendue, les conditions d'utilisation et prévoir les justifications exigées du bénéficiaire ainsi que, s'il y échet, les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites.

Le but pour lequel une subvention est accordée, et corrélativement, l'utilisation qui peut en être faite par le bénéficiaire se détermine au départ du contenu de la décision d'octroi.

L'exception vise certaines subventions obligatoirement à charge du budget de pouvoirs locaux et qui sont réglementées en manière telle qu'il n'est pas nécessaire d'y ajouter d'autres conditions. Sont ainsi visées : les dotations aux C.P.A.S., zones de polices, services incendies, fabriques d'églises, les ASBL et associations avec qui les Provinces ont conclu un contrat de gestion (L2223-13),

...

Cette obligation ne vise pas les subventions inférieures à 1.239,47 € (sauf si le Conseil en décide autrement).

Toutefois, afin de permettre le respect des dispositions générales figurant aux articles L3331-3 et L3331-7, je vous recommande de soumettre au Conseil, en annexe du budget ou par une délibération séparée, un tableau ventilant l'ensemble des subsides inférieurs à 1.239,47 € par bénéficiaire, destination, montant et article budgétaire.

Si l'octroi de la subvention prend la forme d'un contrat pluriannuel entre la commune/province et une ASBL répondant aux exigences des articles L3331-1 et suivants, une inscription nominative au budget suffit pour les exercices couverts par le contrat.

Concernant la constitution de réserves et/ou de provisions par le bénéficiaire, on ne peut conclure de manière générale que l'existence de réserves financières dans le patrimoine du bénéficiaire signifie que ce dernier n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

Règlement général d'octroi de prime ou mise à disposition occasionnelle de matériel ou de local :

Quand le Conseil fixe les règles d'attribution prédéterminées ainsi que les éventuels justificatifs devant être fournis et les modalités d'information, il peut déléguer son exécution au Collège.

Les primes ou les prêts de matériel seront dès lors octroyés par le Collège selon les modalités strictement définies dans le règlement général.

Toutefois, la tutelle visera chaque prime, c'est-à-dire chaque décision individuelle d'attribution du Collège, supérieure à 2.500,00 € (acte obligatoirement transmissible en tutelle générale d'annulation).

b.

c. Le droit de vérifier sur place l'utilisation qui est faite de la subvention.

Art. L3331-6. Tout dispensateur a le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi de la subvention accordée.

Lorsque le bénéficiaire d'une subvention l'a reçue d'une personne physique ou morale qui elle-même la tenait d'un des dispensateurs visés à l'article L3331-1, 1^o ceux-ci, ont le droit d'exercer le contrôle prévu à l'alinéa 1^{er}.

Le deuxième alinéa vise les subventions "en cascade" et octroie dès lors au dispensateur un droit de regard à l'endroit du bénéficiaire réel d'une subvention.

2. Sanctions

Art. L3331-7. Sans préjudice des dispositions résolutives auxquelles la subvention est soumise, le bénéficiaire est tenu de restituer celle-ci dans les cas suivants :

1^o lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle lui a été accordée;

2^o lorsqu'il ne fournit pas l'une des justifications visées aux articles L3331-4 et L3331-5;

3^o lorsqu'il s'oppose à l'exercice du contrôle visé à l'article L3331-6.

Toutefois, dans le cas prévu à l'alinéa 1^o, 2^o, le bénéficiaire ne doit restituer que la partie de la subvention qui n'est pas justifiée.

Les personnes morales de droit public qui ont le pouvoir d'établir des impositions directes sont autorisées à recouvrer par voie de contrainte les subventions sujettes à restitution. La contrainte est décernée par le comptable chargé du recouvrement. Elle est rendue exécutoire par l'autorité administrative habilitée à rendre exécutoire le rôle des dispositions directes respectives desdites personnes morales de droit public.

Cet article vise au respect des principes et obligations contenus dans les articles L3331-3, L3331-4 et L3331-5.

Art. L3331-8. Il est sursis à l'octroi de subventions aussi longtemps que, pour des subventions reçues précédemment, le bénéficiaire ne produit pas les justifications visées aux articles L3331-4 et L3331-5 ou s'oppose à l'exercice du contrôle prévue par l'article L3331-6.

Lorsqu'une subvention est allouée par fractions, chacune de celles-ci est considérée comme une subvention distincte pour l'application du présent article.

Selon les commentaires de la loi, cet article vise à interdire que, dans l'hypothèse où l'article précédent trouverait à s'appliquer, d'autres subventions puissent néanmoins être de nouveau accordées.

* * *

La présente circulaire constitue un document complet qui remplace les recommandations relatives à l'octroi et au contrôle des subventions, formulées dans la circulaire budgétaire du 4 octobre 2007 (p. 28-29).

Mon administration se tient à votre disposition pour tout complément d'information.

Namur, le 14 février 2008.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2008/200839]

14. FEBRUAR 2008 — Rundschreiben bezüglich der Kontrolle der Gewährung und der Verwendung von bestimmten Zuschüssen

An die Frau und Herren Gouverneure,

An die Damen und Herren Mitglieder der Gemeinde- und Provinzkollegien,

An die Damen und Herren Gemeinderats- und Provinzialratsmitglieder,

An die Damen und Herren Provinzgreffiers,

An die Damen und Herren Gemeindesekretärinnen und -sekretäre,

An die Damen und Herren Gemeinde- und Provinzeinnehmer,

Sehr geehrte Damen und Herren,

Die lokalen Behörden unterstützen stark die wirtschaftlichen, sozialen oder kulturellen Tätigkeiten durch Zuschüsse. Es ist also wesentlich, dass diese Zuschüsse durch die Bezugsberechtigten verwendet werden, um die Zielsetzung tatsächlich zu erreichen, für welche sie gewährt worden sind.

Es ist das Ziel, das sich das Gesetz vom 14. November 1983 über die Gewährung und die Kontrolle der von den Gemeinden und Provinzen gewährten Zuschüsse, das jetzt unter den Artikeln L3331-1 und den folgenden Artikeln des Kodexes der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung angeführt wird, gesetzt hat.

Dieses Gesetz beruht auf folgenden Grundsätzen:

1. Sind betroffen:

- die Zuschussgeber, d.h. die Provinzen, Gemeinden, Interkommunalen, Projektvereinigungen, autonomen Gemeinderegionen und autonomen Provinzregionen;
- die Bezugsberechtigten, d.h. die natürlichen oder juristischen Personen, die direkt oder indirekt von einem der erwähnten Zuschussgeber bezuschusst werden.

2. Der Begriff des Zuschusses ist in einem allgemeinen Sinn zu verstehen.

3. Die Bezugsberechtigten unterliegen bestimmten Verpflichtungen:

- a) den Zuschuss zu dem Zweck verwenden, zu dem er gewährt worden ist, und dessen Verwendung begründen;
- b) was juristische Personen betrifft, sollen diese dem Zuschussgeber ihre Bilanzen und Bücher sowie einen Rechenschaftsbericht und einen Bericht über die Finanzlage übermitteln;
- c) was dieselben juristischen Personen betrifft, sollen sie bei der Beantragung des Zuschusses diese beiden Buchhaltungsdokumente beifügen.

4. Die Zuschussgeber unterliegen einer Verpflichtung und erhalten ein Recht:

- a) die Verpflichtung, die Gewährung des Zuschusses in einer Beratung zu formalisieren, in der die Art, der Umfang, die Verwendungsbedingungen und die Begründungen angeführt werden;
- b) das Recht, die Weise, wie der Zuschuss verwendet wird, an Ort und Stelle zu überprüfen.

5. Im Gesetz sind Strafen bei Nichteinhaltung der vorgesehenen Verpflichtungen vorgesehen: die Rückerstattung der erhaltenen Zuschüsse und der Aufschub der Gewährung von neuen Zuschüssen.

6. Der Anwendungsbereich des Gesetzes entspricht einem flexiblen System, damit die geringeren Zuschüsse nicht systematisch in den Anwendungsbereich des Gesetzes fallen.

Um eine Serie von rezenten Fragen über die Anwendung dieses Gesetzes zu beantworten, schlage ich durch dieses Rundschreiben vor, den Wortlaut zu kommentieren und einige Antworten zu bieten, die es den Bezugsberechtigten ermöglichen, ihren Verpflichtungen zu genügen, und den Zuschussgebern, das Verfahren zur Gewährung und zur Kontrolle der Zuschüsse bestens zu organisieren.

1. Anwendungsbereich

a. Zuschussgeber und Bezugsberechtigte

Art. L3331-1 - Der vorliegende Titel ist auf jeden von den folgenden Instanzen gewährten Zuschuss anwendbar:

1° die Provinzen, die Gemeinden, die mit der Rechtspersönlichkeit versehenen Einrichtungen provinziellen oder kommunalen Interesses, die Agglomerationen, die Gemeindeföderationen, die Kulturkommissionen, die Provinzvereinigungen und die Gemeindevereinigungen;

2° die juristischen oder natürlichen Personen, die mittelbar oder unmittelbar durch eine der in 1° erwähnten Zuschussgeber bezuschusst werden.

Erwähnenswert ist, dass die betroffenen Bezugsberechtigten diejenigen sind, die einen Zuschuss unmittelbar aber auch mittelbar in Anspruch genommen haben; damit wird der Fall einer von einem bezuschussten Dritten bezuschussten juristischen oder natürlichen Person gemeint.

b. Zuschüsse

L3331-2 - Unter Zuschuss im Sinne des vorliegenden Titels versteht man jeglichen Beitrag, Vorteil oder jegliche Beihilfe unter irgendwelcher Form oder Bezeichnung, einschließlich der ohne Zinsen gewährten zurückerstattbaren Geldvorschüsse zur Förderung von für die Allgemeinheit nützlichen Tätigkeiten, jedoch mit Ausnahme der an Wissenschaftler und Künstler für ihre Werke gewährten Preise.

Dieser Artikel betrifft:

- * direkte Zuschüsse;
- * indirekte Zuschüsse, wie z. B.:
- * Zurverfügungstellung eines Raumes (Schätzung des Wertes auf der Grundlage des Katastereinkommens oder im Vergleich zu anderen vergleichbaren Räumlichkeiten);
- * Zurverfügungstellung von Material (Schätzung im Vergleich zu dem Mietwert des Gutes);
- * Zurverfügungstellung von Personal (Schätzung der durchgeführten Leistungen mittels Dreisatzrechnung). Hier möchte ich Sie an das Rundschreiben vom 8. November 2007 erinnern, das ich mit dem Minister Jean-Claude Marcourt unterschrieben habe und welches das grundsätzliche Verbot der Zurverfügungstellung von Arbeitnehmern zugunsten von Benutzern im Rahmen der regionalen Beihilfen für die Beschäftigung betrifft;
- * Anleihebürgschaft (möglicher Zuschuss, der erst dann ein tatsächlicher Zuschuss wird, wenn die Bürgschaft getätigt ist)

Die vorliegende Bestimmung betrifft u.a. nicht:

- * die obligatorischen Dotationen: insbesondere zugunsten der ÖSHZ, der Polizeizonen, der Kirchenfabriken, der regionalen Feuerwehrdienste, der Interkommunalen (Art. L3331-5. § 3);
- * die den ÖSHZ und den Polizeizonen gewährten Vorschüsse (auf Dotation);
- * die Beiträge ("Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie), Vereinigung der Wallonischen Provinzen, Verbände von ÖSHZ,...).

1. Verpflichtungen der bezugsberechtigten

a. Allgemeine Verpflichtung

Art. L3331-3 - Jeder Bezugsberechtigte eines von einem der in Art. L3331-1 erwähnten Zuschussgeber gewährten Zuschusses muss diesen Zuschuss zu den Zwecken, für den er gewährt worden war, benutzen, es sei denn, er wird durch oder kraft eines Dekrets davon befreit, und muss die Verwendung des Zuschusses rechtfertigen.

b. Spezifische Verpflichtungen

Art. L3331-5 - § 1. Unbeschadet von Art. L3331-4 muss jede juristische Person die - sei es auch auf mittelbare Weise - einen Zuschuss von einem der in Art. L3331-1, 1°, erwähnten Zuschussgeber in Anspruch genommen hat, dem Zuschussgeber seine Bilanz und Bücher sowie einen Rechenschaftsbericht und einen Bericht über die Finanzlage übermitteln.

§ 2. Jede juristische Person, die einen Zuschuss bei einem der in Art. L3331-1, 1°, erwähnten Zuschussgeber beantragt, muss dem Antrag seine Bilanz und Bücher sowie einen Rechenschaftsbericht und einen Bericht über die Finanzlage beifügen.

Bei der Beantragung des Zuschusses für das Jahr n ist das Folgende dem Antrag beizufügen:

- * die Bilanz und die Ergebnisrechnung des Jahres n-1 (oder des letzten Jahres davor);
- * ein Rechenschaftsbericht und ein Bericht über die Finanzlage (Haushalt oder Haushaltsentwurf des Jahres n oder gleichwertiges Dokument).

Nachdem ein Zuschuss für das Jahr n in Anspruch genommen worden ist, gibt es Anlass, dem Zuschussgeber die Bilanz und die Ergebnisrechnungen des Jahres n sowie einen Rechenschaftsbericht und einen Bericht über die Finanzlage in Bezug auf dasselbe Jahr zu übermitteln.

L3331-9 - Der vorliegende Titel ist nicht anwendbar auf die Zuschüsse, die einen Wert von 1239,47 Euro nicht erreichen und von den in Art. L3331-1, 1^o, erwähnten Zuschussgebern gewährt werden. Diese Zuschussgeber haben jedoch das Recht, den Bezugsberechtigten dieser Zuschüsse die im vorliegenden Titel vorgesehenen Verpflichtungen teilweise oder ganz aufzuerlegen, unbeschadet der sich aus den Bestimmungen der Artikel L3331-3 und L3331-7, Absatz 1, 1^o, ergebenden Verpflichtungen, die in allen Fällen anwendbar sind.

Für die Zuschüsse, die sich auf einen Wert zwischen 1.239,47 und 24.789,35 Euro belaufen, können die in Art. L3331-1, 1^o, erwähnten Zuschussgeber den Bezugsberechtigten von den im vorliegenden Titel vorgesehenen Verpflichtungen ganz oder teilweise befreien, ohne dass dieser jedoch von den Verpflichtungen befreit werden kann, die sich aus den Bestimmungen der Artikel L3331-3 und L3331-7, Absatz 1, 1^o, ergeben.

Für die geringeren Zuschüsse ist die Relevanz der Kontrolle und ganz besonders der Verpflichtung für den Bezugsberechtigten, Ergebnisrechnungen und Bilanz zu übermitteln, nicht bewiesen. So hat der folgende Artikel zum Zweck, die Gesamtheit der gesetzlichen Bestimmungen im Hinblick auf die administrative Vereinfachung flexibler zu machen.

Da der Begriff des geringeren Zuschusses relativ ist und je nach der Größe und den finanziellen Mitteln des Zuschussgebers und des Bezugsberechtigten variieren kann, gibt das Gesetz dem Zuschussgeber die Möglichkeit, die den Empfängern von Zuschüssen unter 24.789,35 Euro auferlegten Verpflichtungen flexibler zu gestalten oder auch nicht.

In anderen Worten:

* sind die Empfänger von Zuschüssen unter 1.239,47 € grundsätzlich von der Verpflichtung befreit, Ergebnisrechnungen, Bilanz oder Haushalt bei der Beantragung zu übermitteln, es sei denn, der Rat befindet anders;

* für die Zuschüsse zwischen 1.239,47 € und 24.789,35 € finden die Verpflichtungen, Buchführungs- und Finanzdokumente zu übermitteln, Anwendung, außer wenn ein Beschluss des Rates vorliegt, den Empfänger völlig oder teilweise davon zu befreien.

* für die Zuschüsse über 24.789,35 € müssen die Empfänger ohne Einschränkung die nützlichen Buchführungs- und Finanzdokumente ihrem Antrag beifügen und sie nachträglich übermitteln, um eine Kontrolle der Verwendung der gewährten Zuschüsse möglich zu machen.

1. Verpflichtungen und der Zuschussgeber

Die Zuschussgeber unterliegen einer Verpflichtung und erhalten ein Recht:

a. a) die Verpflichtung, die Gewährung des Zuschusses in einer Beratung zu formalisieren, in der die Art, der Umfang, die Verwendungsbedingungen und die Begründungen angeführt werden;

Art. L3331-4 - Jeder Beschluss, durch den ein Zuschuss gewährt wird, muss dessen Art, Umfang sowie die Benutzungsbedingungen bestimmen und die vom Bezugsberechtigten verlangten Nachweise sowie ggf. die Fristen, innerhalb deren diese Nachweise vorgelegt werden müssen, vorsehen, mit Ausnahme der Fälle, in denen diese Angaben durch eine gesetzliche oder verordnungsmäßige Bestimmung gemacht werden.

Der Zweck, zu dem ein Zuschuss gewährt wird, und wechselseitig die Weise, wie er vom Empfänger verwendet werden kann, werden ab dem Inhalt des Gewährungsbeschlusses bestimmt.

Die Ausnahme betrifft bestimmte Zuschüsse, die verpflichtend zu Lasten der lokalen Behörden gehen und die so geregelt sind, dass es nicht notwendig ist, ihnen weitere Bedingungen beizufügen. Werden so betroffen: die Dotationen an die ÖSHZ, Polizeizonen, Feuerwehrdienste, Kirchenfabriken, VoE und Vereinigungen, mit denen die Provinzen einen Verwaltungsvertrag abgeschlossen haben (L2233-13),...

Diese Verpflichtung betrifft nicht die Zuschüsse unter 1.239,47 € (es sei denn, der Rat befindet anders).

Um die Einhaltung der in den Artikeln L3331-3 und L3331-7 stehenden allgemeinen Bestimmungen möglich zu machen, empfehle ich Ihnen aber dem Rat eine Tabelle als Anlage zum Haushaltsplan oder mittels einer getrennten Beratung vorzulegen, in der alle Zuschüsse unter 1.239,47 € je Empfänger, Bestimmung, Betrag und Artikel des Haushaltsplans aufgeteilt werden.

Wenn die Gewährung des Zuschusses die Form eines mehrjährigen Vertrags zwischen der Gemeinde/Provinz und einer VoE, die den Anforderungen von Artikel L3331-1 ff. genügt, annimmt, genügt eine namentliche Eintragung in den Haushaltsplan für die durch den Vertrag gedeckten Haushaltsjahre.

Was das Bilden von Reserven und/oder Rückstellungen durch den Empfänger betrifft, kann man nicht allgemein schlussfolgern, dass das Bestehen von finanziellen Reserven im Vermögen des Empfängers bedeutet, dass Letzterer den Zuschuss nicht zu den Zwecken, zu denen er gewährt worden ist, verwendet.

Allgemeine Regelung für die Gewährung einer Prämie oder die gelegentliche Zurverfügungstellung von Material oder Räumlichkeiten:

Wenn der Rat die vorbestimmten Regeln für die Gewährung von Zuschüssen sowie die etwaigen zu übermittelnden Belege und die Informationsmodalitäten festsetzt, kann er das Kollegium Rat mit der Durchführung beauftragen.

Die Prämien oder das Leihen von Material werden dann vom Kollegium gemäß den in der allgemeinen Regelung strengstens bestimmten Modalitäten gewährt.

Die Aufsicht wird jedoch jede Prämie betreffen, d.h. jeden individuellen Gewährungsbeschluss des Kollegiums, die 2.500,00 € übertrifft (verpflichtend zwecks der allgemeinen Annullierungsaufsicht zu übermittelnder Akt)

b. Das Recht, die Weise, wie der Zuschuss verwendet wird, an Ort und Stelle zu überprüfen.

Art. L3331-6 - Jeder Zuschussgeber hat das Recht, vor Ort die Verwendung des gewährten Zuschusses kontrollieren zu lassen.

Wenn der Bezugsberechtigte eines Zuschusses diesen Zuschuss von einer natürlichen oder juristischen Person erhalten hat, die selbst diesen Zuschuss von einem der in Art. L3331-1, 1^o, erwähnten Zuschussgeber bekam, haben die Zuschussgeber das Recht, die in Absatz 1 vorgesehene Kontrolle durchzuführen.

Der zweite Absatz betrifft die Zuschüsse „in Kaskaden“ und gewährt also dem Zuschussgeber ein Kontrollrecht gegenüber dem tatsächlichen Empfänger eines Zuschusses.

2. Strafen

Art. L3331-7 - Unbeschadet der auflösenden Bestimmungen, denen der Zuschuss unterliegt, ist der Bezugsberechtigte verpflichtet, diesen Zuschuss in folgenden Fällen zurückzuerstatten:

1^o wenn er den Zuschuss nicht zu dem Zweck verwendet, für den er ihm gewährt wurde;

2^o wenn er einen der in Art. L3331-4 und L3331-5 erwähnten Nachweise nicht vorbringt;

3^o wenn er sich der in Art. L3331-6 erwähnten Kontrolle widersetzt.

In dem in Absatz 1, 2^o erwähnten Falle muss der Bezugsberechtigte jedoch nur den Teil des Zuschusses zurückerstatten, der nicht gerechtfertigt ist.

Die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die über die Befugnis verfügen, direkte Steuern zu erheben, sind berechtigt, die zurückzuerstattenden Zuschüsse durch Zahlungsbefehle beizutreiben. Der Zahlungsbefehl wird von dem mit der Beitreibung beauftragten Rechnungsführer erlassen. Der Zahlungsbefehl wird durch die Verwaltungsbehörde für vollstreckbar erklärt, die dazu befugt ist, die Heberolle der betreffenden direkten Steuern besagter juristischen Personen öffentlichen Rechts für vollstreckbar zu erklären.

Dieser Artikel hat die Einhaltung der in den Artikeln L3331-3, L3331-4 und L3331-5 enthaltenen Grundsätze und Verpflichtungen zum Zweck.

Art. L3331-8 - Die Gewährung von Zuschüssen wird aufgeschoben solange der Bezugsberechtigte für früher erhaltene Zuschüsse die in Art. L3331-4 und L3331-5 erwähnten Nachweise nicht vorlegt oder solange er sich der Ausübung der in Art. L3331-6 vorgesehenen Kontrolle widersetzt.

Wenn ein Zuschuss in Tranchen gewährt wird, wird zur Anwendung des vorliegenden Artikels jeder dieser Tranchen als getrennten Zuschuss betrachtet.

Gemäß den das Gesetz betreffenden Kommentaren hat dieser Artikel zum Zweck, zu verbieten, dass andere Zuschüsse trotzdem wieder gewährt werden können, falls der vorige Artikel Anwendung finden sollte.

* * *

Das vorliegende Rundschreiben stellt ein vollständiges Dokument dar, das die Empfehlungen bezüglich der Gewährung und der Kontrolle ersetzt, die im den Haushaltsplan betreffenden Rundbrief vom 4. Oktober 2007 formuliert werden (S. 28-29).

Meine Verwaltung hält sich zu Ihrer Verfügung für jede weitere Auskunft.

Namur, den 14. Februar 2008

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2008/200839]

14 FEBRUARI 2008. — Omzendbrief betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen

Aan Mevrouw en de heren Gouverneurs,
Aan de Dames en Heren Leden van de Gemeente- en Provinciecolleges,
Aan de Dames en Heren Gemeente- en Provincieraadsleden,
Aan de Dames en Heren Provinciegriffiers,
Aan de Dames en Heren Gemeentesecretarissen,
Aan de Dames en Heren Gemeente- en Provincieontvangers,
Geachte Dames,
Geachte Heren,

De plaatselijke besturen verlenen een aanzienlijke steun aan economische, sociale of culturele activiteiten door d.m.v. toelagen. Het is dan ook essentieel dat deze toelagen door de begunstigden aangewend worden met het oog op de effectieve verwezenlijking van de doelstelling waarvoor ze verleend worden.

Die doelstelling is het voorwerp van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen verleend door de gemeenten en provincies, thans opgenomen in de artikelen L3331-1 en volgende van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.

Deze wet berust op de volgende beginselen :

1. Betrokken zijn :
 - ° de verstrekkers, namelijk de provincies, gemeenten, intercommunales, projectverenigingen, autonome gemeentebedrijven en autonome provinciale bedrijven;
 - ° de begunstigden, namelijk de natuurlijke of rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks gesubsidieerd worden door één van de bedoelde verstrekkers.
 2. Het begrip toelage dient in een algemene zin te worden verstaan.
 3. Verplichtingen opgelegd aan de begunstigden :
 - a) de toelage aanwenden voor de doelstellingen waarvoor ze verleend wordt en het bewijs van de aanwending leveren;
 - b) de rechtspersonen moeten hun balansen en rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker overmaken;
 - c) dezelfde rechtspersonen moeten diezelfde boekhoudkundige stukken bijvoegen wanneer ze de toelage aanvragen.
 4. Verplichting en recht van de verstrekkers :
 - a) ze moeten de toekenning van de toelage formaliseren in een beraadslaging waarin de aard, de omvang, de aanwendingsvoorwaarden en de rechtvaardigingen vastliggen;
 - b) ze hebben het recht om ter plaatse na te gaan hoe de toelage aangewend wordt.
 5. De wet voorziet in straffen bij niet nakoming van de opgelegde verplichtingen, met name : de terugbetaling van de ontvangen toelagen en de opschorting van de toekenning van nieuwe toelagen.
 6. De wet wordt soepel toegepast zodat lage toelagen niet systematisch onder haar toepassingsveld vallen.
- Om in te gaan op een reeks recente vragen i.v.m. de toepassing van deze wet, stel ik voor de tekst ervan aan de hand van deze omzendbrief te verklaren en enkele antwoorden te geven opdat de begunstigden hun verplichtingen kunnen nakomen en de verstrekkers de processen inzake toekenning van de toelagen en controle op de aanwending ervan zo goed mogelijk kunnen organiseren.

1. Toepassingsgebied

a. Verstrekkers en begunstigden

Art. L3331-1. Deze titel is van toepassing op elke toelage verleend door :

1° de provincies, de gemeenten, de instellingen van provinciaal of gemeentelijk belang die rechtspersoonlijkheid bezitten, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de commissies voor de cultuur, de verenigingen van provincies en de verenigingen van gemeenten;

2° de rechtstreeks of onrechtstreeks door één van de in 1° bedoelde verstrekkers gesubsidieerde rechtspersonen of natuurlijke personen.

Opmerking : de bedoelde begunstigden zijn die welke rechtstreeks een toelage hebben genoten maar ook onrechtstreeks, namelijk een natuurlijke of een rechtspersoon gesubsidieerd door een gesubsidieerde derde.

b. Toelagen

Art. L3331-2. Onder toelage in de zin van deze titel dient te worden verstaan elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten, maar met uitsluiting van de prijzen die aan geleerden en kunstenaars voor hun werken worden verleend.

Dit artikel betreft :

- * rechtstreekse toelagen;
- * onrechtstreekse toelagen, bijvoorbeeld :
 - * terbeschikkingstelling van een lokaal (schatting van de waarde op basis van het kadastrale inkomen of met verwijzing naar andere gelijkaardige lokalen);
 - * terbeschikkingstelling van materiaal (schatting met verwijzing naar de huurwaarde van het goed);
 - * terbeschikkingstelling van personeel (schatting door regel van drie van de verrichte prestaties). Ik verwijs u ter zake naar de omzendbrief van 8 november 2007 die ik medeondertekend heb met de Minister Jean-Claude Marcourt en die betrekking heeft op het principiële verbod inzake de terbeschikkingstelling van werknemers voor gebruikers in het kader van de gewestelijke steunverlening voor tewerkstelling;

* leningswaarborg (potentiële toelage die pas toelage wordt als de waarborg in werking gesteld wordt).

Deze bepaling slaat niet op, o.a., :

- * de verplichte dotaties : in het bijzonder, ten gunste van de O.C.M.W.'s, politiezones, kerkfabrieken, gewestelijke brandweerdiensten, intercommunales (Art. L3331-5. § 3);
- * de fondsenvoorschotten (op dotatie) toegekend aan de O.C.M.W.'s en aan de politiezones;
- * de bijdragen (UVCW, APW, Federatie van de O.C.M.W.'s, ...).

1. Verplichtingen van de begunstigden

a. Algemene verplichting

Art. L3331-3. Iedere begunstigde van een toelage verleend door een van de in artikel L3331-3 bedoelde verstrekkers moet de toelage gebruiken voor het doel waarvoor zij is toegekend en moet, tenzij hij er door of krachtens de wet van vrijgesteld is, het gebruik ervan rechtvaardigen.

b. Specifieke verplichtingen

Art. L3331-5. § 1. Onverminderd artikel L3331-4, moet ieder rechtspersoon die, zelfs onrechtstreeks, een toelage heeft gekregen van een van de in artikel L3331-1, 1°, bedoelde verstrekkers, elk jaar zijn balans en rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker bezorgen.

§ 2. Ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt bij een van de in artikel L3331-1, 1°, bedoelde verstrekkers, moet zijn balans en rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand bij zijn aanvraag voegen.

De toelageaanvraag voor het boekjaar n moet vergezeld gaan van :

- * de balans en rekeningen van het boekjaar n-1 (of van het jongste boekjaar);
- * een verslag inzake beheer en financiële toestand (begroting of ontwerp van begroting van het boekjaar n of gelijkwaardig document).

Na ontvangst van een toelage voor het boekjaar n dienen de balans en rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand betreffende datzelfde jaar aan de verstrekker overgemaakt te worden.

Art. L3331-9. Deze titel is niet van toepassing op de toelagen met een waarde lager dan 1.239,47 euro verleend door de in artikel L3331-1, 1°, bedoelde verstrekkers, behalve dat dezen het recht hebben om aan de begunstigden van die toelagen de bij deze wet voorgeschreven verplichtingen geheel of gedeeltelijk op te leggen, onverminderd de verplichtingen volgend uit die bepalingen van de artikelen L3331-3 en L3331-7, eerste lid, 1°, die in elk geval dwingend zijn.

Voor de toelagen met een waarde tussen 1.239,47 euro en 24.789,35 euro, kunnen de in artikel L3331-1, 1°, bedoelde verstrekkers de begunstigde geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de bij deze wet voorgeschreven verplichtingen zonder dat deze laatste evenwel ontslagen kan worden van de verplichtingen volgend uit de bepalingen van de artikelen L3331-3 en L3331-7, eerste lid, 1°.

Voor bijzonder lage toelagen is de relevantie van de controle en in het bijzonder van de aan de begunstigde opgelegde verplichting tot overlegging van de rekeningen en de balans niet bewezen. Het artikel dat volgt beoogt de versoepeling van het geheel van de wetsbepalingen met het oog op de administratieve vereenvoudiging.

Daar het begrip "bijzonder lage" relatief is en variëren kan naar gelang van de omvang en de financiële middelen van de verstrekker en de begunstigde, laat de wet de verstrekker de mogelijkheid om de aan de begunstigden van toelagen onder 789,35 euro opgelegde verplichtingen al dan niet te versoepelen.

Met andere woorden :

- * de begunstigden van toelagen onder 1.239,47 € worden in principe vrijgesteld van de verplichting tot overlegging van rekeningen, balans of begroting bij de aanvraag, behalve als de Raad daar anders over beslist;
- * wat de toelagen tussen 1.239,47 € en 24.789,35 € betreft, zijn de verplichtingen tot overlegging van boekhoudkundige en financiële stukken van toepassing, behalve aan de Raad, door een beraadslaging, om er de begunstigde geheel of gedeeltelijk van vrij te stellen;
- * wat de toelagen boven 24.789,35 € betreft, moeten de begunstigden zonder voorbehoud de nuttige boekhoudkundige en financiële stukken bij hun aanvraag voegen en achteraf overmaken opdat controle uitgeoefend kan worden op de aanwending van de verleende toelagen.

1. Verplichtingen en recht van de verstrekkers

Verplichting en recht van de verstrekkers :

a. ze moeten de toekenning van de toelage formaliseren in een beraadslaging waarin de aard, de omvang, de toepassingsvoorwaarden en de rechtvaardigingen vastliggen

Art. L3331-4. Behoudens in de gevallen dat een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, moet elke beslissing tot verlening van een toelage de aard, de omvang en de toepassingsvoorwaarden ervan bepalen en tevens vermelden welke verantwoording van de toelagetrekker wordt geëist alsook, in voorkomend geval, de termijnen waarbinnen die verantwoording dient te worden overgelegd.

Het doel waarvoor een toelage verleend wordt en, tegelijkertijd, het gebruik dat de begunstigde er van kan maken wordt bepaald op grond van de inhoud van de beslissing tot toekenning.

De uitzondering slaat op bepaalde toelagen die verplicht ten laste vallen van de begroting van de plaatselijke besturen en die zo geregeld worden dat er geen andere voorwaarden aan toegevoegd moeten worden. Bedoeld worden : de dotaties aan de O.C.M.W.'s, politiezones, brandweerdiensten, kerkfabrieken, VZW's en verenigingen waarmee de Provincies een beheersovereenkomst gesloten hebben (L2223-13),

Deze verplichting slaat niet op toelagen onder 1.239,47 € (behalve als de Raad daar anders over beslist).

Met het oog op de naleving van de algemene bepalingen die in de artikelen L3331-3 en L3331-7 opgenomen zijn, beveel ik u evenwel aan, als bijlage bij de begroting of via een aparte beraadslaging, een tabel aan de Raad over te leggen waarin het geheel van de toelagen onder 1.239,47 € per begunstigde, bestemming, bedrag en begrotingsartikel geventileerd is.

Als de toelage toegekend wordt krachtens een meerjarenovereenkomst tussen de gemeente/provincie en een VZW die voldoet aan de vereisten van de artikelen L3331-1 en volgende, volstaat een nominatieve inschrijving op de begroting voor de boekjaren waarop de overeenkomst betrekking heeft.

Wat betreft de aanleg van reserves en/of voorschotten door de begunstigde, kan men niet op algemene wijze opmaken of het bestaan van financiële reserves in het vermogen van de begunstigde betekent dat hij de toelage niet aanwendt voor de doelen waarvoor ze is verleend.

Algemeen reglement inzake premietoekenning of tijdelijke terbeschikkingstelling van materiaal of lokalen :

Wanneer de Raad de voorafbepaalde toekenningsregels alsook de over te maken eventuele bewijsstukken en de informatiemodaliteiten vastlegt, kan hij de uitvoering ervan aan het College delegeren.

De premies of de leningen van materiaal zullen derhalve door het College toegekend worden volgens de modaliteiten die nauwkeurig omschreven zijn in het algemeen reglement.

Het toezicht zal echter betrekking hebben op elke premie, m.a.w. elke individuele toekenningsbeslissing van het College, boven 2.500,00 € (akte die verplicht overdraagbaar is onder het algemeen vernietigingstoezicht).

b. ze hebben het recht om ter plaatse na te gaan hoe de toelage aangewend wordt.

Art. L3331-6. Iedere verstrekker heeft het recht om ter plaatse de aanwending van de verleende toelage te doen controleren.

Wanneer de begunstigde van een toelage deze heeft ontvangen van een natuurlijke of een rechtspersoon, die ze zelf heeft ontvangen van één van de in artikel L3331-1, 1°, bedoelde verstrekkers, hebben dezen het recht om de in het eerste lid vermelde controle uit te oefenen.

Het tweede lid betreft de "trapsgewijs" verleende toelagen en geeft de verstrekker derhalve een recht van controle jegens de echte begunstigde van een toelage.

2. Straffen

Art. L3331-7. Onverminderd de ontbindende bepalingen waaraan de toelage is onderworpen, is de begunstigde gehouden de toelagen terug te betalen in de volgende gevallen :

1° als hij de toelage niet aanwendt voor het doel waarvoor zij hem werd toegekend;

2° als hij een van de in artikel L3331-4 en L3331-5 bedoelde verantwoordingen niet verstrekt;

3° als hij zich verzet tegen de uitoefening van de controle bedoeld in artikel L3331-6.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 2°, moet de begunstigde evenwel slechts het deel van de toelage dat niet is verantwoord terugbetalen.

De publiekrechtelijke rechtspersonen die bevoegd zijn om directe belastingen vast te leggen hebben machtiging om de terug te betalen toelagen door dwangbevel in te vorderen. Het dwangbevel wordt uitgevaardigd door de boekhouder die met de invordering belast is. Het wordt uitvoerbaar verklaard door de administratieve overheid die bevoegd is om het kohier van de respectieve directe bepalingen van genoemde publiekrechtelijke rechtspersonen uitvoerbaar te verklaren.

Dit artikel beoogt de naleving van de beginselen en verplichtingen die in de artikelen L3331-3, L3331-4 en L3331-5 vastliggen.

Art. L3331-8. De toekenning van toelagen wordt opgeschort zolang de toelagetrekker voor voorheen ontvangen toelagen de in de artikelen L3331-4 en L3331-5 bedoelde verantwoordingen niet verstrekt of zolang hij zich verzet tegen de uitoefening van de in artikel L3331-6 bedoelde controle.

Wordt een toelage per tranches uitgekeerd, dan wordt elke tranche voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke bijlage beschouwd.

Volgens de commentaren van de wet beoogt dit artikel het verbod van de toekenning van andere toelagen in de veronderstelling dat het vorige artikel toegepast wordt.

* * *

Deze omzendbrief vormt een volledig document dat de aanbevelingen vervangt die betrekking hebben op de toekenning van toelagen en de controle op de aanwending ervan, geformuleerd in de begrotingsomzendbrief van 4 oktober 2007 (blz. 28-29).

Voor elke bijkomende informatie kunt u bij mijn administratie terecht.

Namen, 14 februari 2008.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD